

QUESTIONS À

Jean-Denis Mouton, ancien directeur du Centre européen universitaire

« Il ne faut pas jeter d'huile sur le feu »



Inquiet ? Le mot est fort pour cet optimiste invétéré qu'est **Jean-Denis Mouton**, professeur de droit public émérite de la faculté de Nancy et ancien directeur du **Centre européen universitaire**. Il réagit à la montée en puissance du conflit entre la Pologne et l'Union européenne, indexé sur l'accumulation des contentieux sur l'indépendance des médias, les droits des homosexuels ou le droit à l'avortement. Autant de sujets qui fâchent et qui créent un climat de rupture croissant.

À Nancy terre de Stanislas, les liens avec la Pologne sont quotidiens. Que pensez-vous de la menace de clash entre la Pologne et l'Union ?

« Attention, pour les cours constitutionnelles nationales, pas seulement en Europe centrale, c'est toujours la constitution qui prime. On n'est pas dans un État fédéral. L'identité constitutionnelle ce n'est pas rien... Jusqu'à maintenant on a évité le clash grâce au dialogue des juges avec la cour de justice

de l'Europe. »

On est quand même dans une forme de bras de fer, non ?

« Pour ne pas dire une guérilla juridique sans précédent, avec des décisions juridiques de part et d'autre. La cour polonaise considère que l'Europe fait de l'ingérence dans ses affaires constitutionnelles. »

Nancy et le Centre européen universitaire sont un peu le sismographe de ce qui se passe ?

« Mes collègues enseignants sont attentifs à ne pas tout mélanger. 80 % des Polonais sont proeuropéens. Il faut rester optimiste et lucide. Cette crise de haute intensité a un pendant : les 57 milliards du plan de relance dont pourrait bénéficier la Pologne en subventions et en emprunts. Il ne faut pas jeter d'huile sur le feu, mais dire aussi que les piliers du droit européen ne peuvent être ébranlés à tout moment. »

Propos recueillis par Pascal SALCIARINI